

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le  
02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **dechetterie Les Potences TIERCÉ\_3R d'Anjou**

Maison Intercommunale Loir et Sarthe  
103 rue Charles Darwing  
49125 Tiercé

Références : EC-2026-104-INSP-Déchèterie-Tiercé-RAP

Code AIOT : 0006302519

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement dechetterie Les Potences TIERCÉ\_3R d'Anjou implanté Les Potences 49125 Tiercé. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- dechetterie Les Potences TIERCÉ\_3R d'Anjou
- Les Potences 49125 Tiercé
- Code AIOT : 0006302519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 24/09/2019, article Courrier	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Moyens d'alerte et de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Locaux d'entreposage	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Réseau d'eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
7	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7	Sans objet
8	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2	Sans objet
9	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	Sans objet
11	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Sans objet
12	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	Sans objet
13	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que l'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative (pas d'activités de broyage de déchets verts) et apporter des justificatifs notamment en ce qui concerne les installations électriques, les locaux d'entreposage, le dimensionnement du bassin de rétention des

eaux d'extinction et la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/09/2019, article Courrier			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Le Syndicat 3R d'ANJOU a repris l'exploitation du site depuis le 1er janvier 2022.			
Un courrier de la Préfecture de Maine et Loire daté 24 septembre 2019 a :			
- validé le projet de réhabilitation porté à la connaissance des ICPE par l'ancien exploitant (le SMICTOM LOIR ET SARTHE) par courrier du 30/07/2019,			
- acté du bénéfice de l'antériorité pour le classement des activités suivantes :			
Rubrique	Activité	Caractéristique	Régime
<b>2710-1a</b>	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</b> 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes.	Déchets dangereux : 26t dont 20 t de déchets d'amiante	<b>A</b>
<b>2710-2a</b>	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</b> 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup> .	Déchets non dangereux : 700 m <sup>3</sup>	<b>E</b>
<b>2794-1</b>	<b>Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux.</b> La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j .	Broyage de déchets végétaux supérieur à 30t/j	<b>E</b>

**Constats :**

Au titre de la rubrique 2710-2, l'inspection constate la présence de :

- 11 quais de déchargement,
- 1 plateforme imperméabilisée comprenant une cellule de stockage dédiée aux gravats durs (béton, parpaing, ardoise, briques, etc), une cellule dédiée aux gravats tendres (terres, sables, cendres) , une cellule dédiée aux briques plâtrières et une cellule dédiée aux déchets verts (DV).
- 1 container dédié au stockage des pneumatiques usagés,
- 1 box films plastiques,
- 1 box plaques de plâtres,
- un point de collecte de menuiseries,
- 2 PAV vêtements

L'exploitant nous précise faire procéder à l'enlèvement des pneumatiques quand la quantité en stock atteint environ 150 unités. A ce titre il a contractualisé avec l'éco-organisme FRANCE RECYCLAGE PNEUMATIQUE (FRP) .

L'inspection note la présence de 2 bennes de 30 m<sup>3</sup> sur la plateforme de DV et 3 bennes tampon de 30 m<sup>3</sup> en bas de quais.

Au titre de la 2710-1, l'inspection constate que la quantité de déchets dangereux, hors amiante, est cohérente avec le tonnage autorisé.

Concernant la rubrique 2794, l'exploitant nous indique ne pas procéder à des activités de broyage de végétaux sur son site. Les déchets verts sont pris en charge et broyés sur le site de la plateforme de compostage l'entreprise BRANGEON Recyclage Atlantique à Tiercé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra envoyer à l'inspection une déclaration de cessation partielle d'activités pour les activités de la rubrique 2794.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Clôture de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15

**Thème(s) :** Autre, Clôture

**Prescription contrôlée :**

L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

**Constats :**

L'exploitation de la déchèterie a été confiée au groupe BRANGEON.

L'installation est équipée d'une clôture en périphérie et de plusieurs accès :

- un accès principal aménagé pour les apports des usagers,
- un accès (portail électrique) depuis la déchèterie professionnelle exploitée par le groupe BRANGEON,
- un accès (portail électrique) depuis les quais de transfert d'ordures ménagères exploitée par le groupe BRANGEON.

L'exploitant indique que la présence de deux accès distincts de l'accès principal réservé aux usagers se justifie par les contraintes d'exploitation et de logistique du site, le groupe BRANGEON exploitant trois établissements limitrophes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a remis l'inspection le rapport de vérification des installations électriques établi par la société SOCOTEC au titre de l'année 2025 : rapport n° 91660/25/2933 du 06/03/25.

Le rapport fait mention de 3 observations :

- n°1 : dispositif à courant différentiel résiduel défectueux du disjoncteur général de branchement en limite de propriété,
- n° 2 : liaison à la terre incomplète de la carcasse métallique de la baie informatique,
- n° 3 : défaut de continuité du circuit de protection sur un mât d'éclairage côté barrière de sortie.

Les observations n° 1 et n° 3 sont identifiées comme déjà signalées lors de la précédente vérification au titre de l'année 2024.

L'exploitant nous précise rencontrer des difficultés pour obtenir l'intervention d'un prestataire électricien.

Il nous fournit une attestation émise par l'entreprise ATEBI Electricité en date du 21/01/26 qui atteste que les travaux d'électricité réalisés par leur technicien le 03/11/25 permettent de lever les observations n°2 et n° 3.

L'entreprise précise par ailleurs qu'elle n'est pas en mesure d'intervenir sur l'observation n°1 et qu'il

convient, pour ce point, de solliciter une intervention d'ENEDIS.

L'exploitant indique qu'il va prendre contact avec ENEDIS afin de permettre la mise en conformité de cette installation.

Post-visite, l'exploitant nous a transmis le compte-rendu de vérification périodique (Q18) réalisé le 05/03/2025 par SOCOTEC qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder, dans les meilleurs délais, aux démarches nécessaires auprès du gestionnaire du réseau public de distribution afin de permettre la remise en conformité du dispositif concerné par l'observation n°1.

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection, dans un délai de 3 mois :

- tout justificatif attestant de la réalisation effective des travaux et de la levée définitive de cette observation,
- le prochain rapport de vérification et le compte-rendu associé (Q18) au titre de l'année 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Moyens d'alerte et de lutte incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de moyens de lutte incendie adapté aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Outre les dispositifs portatifs, la défense contre l'incendie est assurée par un poteau d'incendie normalisée 100 mm et par une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> au moins, aménagée conformément aux directives des services d'incendie et des secours.

**Constats :**

Le site est équipé d'un système de sécurité incendie (SSI) avec diffuseur sonore.

Il dispose des moyens de lutte incendie suivants :

- Un robinet d'incendie armé (RIA) au niveau de la plateforme de déchets verts, disposant d'une longueur de tuyaux de 30 mètres,
- 5 extincteurs répartis comme il suit :
  - 1 extincteur AB à l'accueil du local agent,
  - 1 extincteur B à côté de l'armoire électrique du local agent,
  - 1 extincteur AB dans le local ré-emploi,
  - 2 extincteurs ABC pour les locaux D3E et DDS.

<p>- 1 poteau incendie situé à l'angle sud-ouest du site.</p> <p>Le porter à connaissance déposé en 2019 fait mention d'un débit de 100 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar.</p> <p>L'exploitant précise qu'il n'est à ce jour pas en mesure de nous fournir un justificatif de débit à 1 bar pour cet hydrant et qu'il va solliciter la SAUR.</p> <p>L'exploitant remet à l'inspection les derniers justificatifs de vérification périodique des extincteurs, du RIA, du SSI et des blocs autonomes d'éclairage de sécurité : rapport n° BV2503-001915 du 08/10/25 réalisé par la société MULTI PROTEC Incendie.</p> <p>L'inspection constate que la réserve d'eau prescrite dans l'arrêté préfectoral initial de 1996 n'est pas présente sur le site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le calcul D9 réalisé lors des travaux de réhabilitation de la déchèterie, justifiant du besoin en eau d'extinction et des moyens à disposition sur le site,</li> <li>- un justificatif du débit du poteau à une pression de 1 bar</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Rétention des eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre des travaux de réhabilitation de la déchèterie, un dispositif de confinement des eaux d'extinctions a été mis en place par l'intermédiaire d'un bassin de rétention souterrain de 150 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant n'est en mesure de nous fournir le calcul D9A justifiant du volume de confinement des eaux d'extinction installé sur le site.</p> <p>Il remet à l'inspection le plan de récolement des réseaux.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir dans un délai de 3 mois :
- le calcul D9A, justifiant du volume de confinement des eaux d'extinction du site et du dimensionnement du bassin de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Locaux d'entreposage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, locaux de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p> <p>Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>I. Réaction au feu</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites au minimum en matériaux A2 s2 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. Résistance au feu</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble de la structure est a minima R. 15 ;</li> <li>- les murs séparatifs entre le local, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d'au moins 6 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe CROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture compris entre quinze minutes et trente minutes (classe T 15) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture comprise entre dix minutes et trente minutes (indice 2).</p>

**Constats :**

Dans le cadre des travaux de réhabilitation de la déchèterie, 3 locaux maçonnés au sein du bâtiment principal ont été aménagés pour le stockage des déchets destinés au ré-emploi - REC- (26,2 m<sup>2</sup>) , aux D3E (30 m<sup>2</sup>) et aux DDS (49,12 m<sup>2</sup>) .

L'exploitant a remis à l'inspection les plans DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) qui mentionnent que :

- les blocs-portes battants à deux vantaux sont classés EI 120,
- les voiles (murs porteurs en béton) des locaux REC/ D3E / DDS sont coupe-feu 2 h,
- les dalles des planchers et des plafonds des locaux REC / D3E / DDS sont coupe-feu 2 h,
- le béton est de classe d'exposition XA2 pour les voiles,
- le béton est de classe d'exposition XC1 pour les planchers.

Dans l'encadré « *Sécurité incendie* » il est précisé DDS/D3E/REC:

- Plancher + murs CF : REI 120
- Poteaux / poutres SF : RE 120

Les éléments de structure des locaux DDS/D3E/REC présentent une résistance au feu REI 120 conforme à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012.

Toutefois, la justification du classement de la toiture au regard de la performance BROOF (t3) n'a pas été produite.

La conformité complète à l'article 2.2 ne pourra être considérée comme établie qu'après transmission du procès-verbal de classement feu extérieur de la couverture.

En effet, le bac acier seul est incombustible, mais la performance BROOF (t3) dépend du type d'isolant, de la membrane d'étanchéité et du système complet testé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de fournir la justification du classement BROOF (t3) de la toiture.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Cuvettes de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux substances qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

#### **Constats :**

Les locaux dédiés au stockage des D3E et des DDS sont équipés de dispositifs de rétention sous caillebotis.

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le jour de la visite du volume de rétention associé à ces dispositifs.

Post-visite, l'exploitant nous indique disposer d'un volume de rétention de 6900 litres, soit 100 % du volume total des contenants de stockage de déchets dangereux présents.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Réception des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, réception

#### **Prescription contrôlée :**

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et

des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

**Constats :**

Devant chaque local dédié aux D3E et aux DDS, l'exploitant met à disposition du public une desserte spécifiquement réservée aux apports.

La desserte destinée au dépôt des DDS est équipée d'un dispositif permettant la récupération des écoulements en cas de contenant défectueux ou fuyard.

Les déchets réceptionnés sont ensuite pris en charge par le personnel de la déchèterie et transférés vers leur zone de stockage dédiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Stockage des huiles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, stockage

**Prescription contrôlée :**

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables.

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

**Constats :**

La déchèterie est équipée d'une borne dédiée à la collecte des huiles de moteur usagées, accessible au public.

Elle est placée sous un auvent et posée sur rétention permettant de contenir les écoulements accidentels.

La borne est implantée dans une zone protégée contre les chocs de véhicules par des potelets métalliques. Elle est clairement identifiée par une signalétique spécifique « Huiles de moteur », accompagnée d'une signalétique de danger et d'informations précisant les déchets autorisés et

refusés, contribuant à la bonne information des usagers et à la sécurisation de l'utilisation du dispositif.

L'inspection n'a toutefois pas observé la présence de matériel absorbant à proximité immédiate de la borne. La mise à disposition d'un absorbant adapté est prescrit par l'inspection afin de permettre une intervention rapide en cas de déversement accidentel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Réseau d'eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, curage

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a remis à l'inspection :

- le rapport d'intervention de la société SARP (n° 20895231.1.1) relatif aux opérations de pompage et curage des avaloirs d'eaux pluviales du site, réalisées le 08/07/2025,
- le rapport d'intervention de la société SARP (n° 20895231.2.1) relatif aux opérations de pompage du séparateur à hydrocarbures, réalisées le 21/07/25.

Les prestations de la société SARP comprennent l'acheminement et le traitement des déchets et ont fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchet n° 2025-0704-WVTNDH8NH (code déchet 13 05 08 \*).

Le réseau de collecte des eaux pluviales converge vers le bassin de rétention enterré qui dispose en aval d'un ouvrage de régulation et d'une vanne de confinement, placés en amont du séparateur à hydrocarbures.

Après transit par le séparateur à hydrocarbures, les eaux pluviales de ruissellement sont relevées

par un poste de pompage, puis rejetées dans le fossé périphérique.

Lors de la visite, il est constaté que l'ouvrage de régulation est équipé d'une sur-verse vers le fossé périphérique. L'exploitant précise que le tuyau de rejet de cette sur-verse est implanté en aval du point de rejet principal et qu'il se trouve à l'heure actuelle régulièrement en condition immergée, ce qui entraîne un refoulement de l'eau vers l'ouvrage de régulation.

L'exploitant indique qu'un curage du fossé est prévu pour remédier à cette situation, ainsi que l'installation d'un clapet anti-retour.

L'inspection relève par ailleurs un écart entre la configuration observée sur site et le plan de récolement des réseaux transmis, la sur-verse implantée au niveau de l'ouvrage de régulation ne figure pas sur les plans de récolement.

La présence d'une sur-verse en amont du séparateur à hydrocarbures est susceptible d'entraîner un rejet direct d'eaux pluviales non traitées vers le fossé périphérique, et de remettre en cause le dispositif de confinement des eaux polluées.

Post-visite et par mail du 6 février 2025, l'exploitant nous précise avoir fait intervenir les services du département le 26/01 pour effectuer un curage permettant d'assurer l'écoulement des eaux et remettre en service la pompe de relevage.

Le chiffrage de l'installation d'un clapet anti-retour sur la sur-verse de l'ouvrage de régulation est en cours. L'installation de ce clapet pourrait être envisagée sous 4 à 6 semaines

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier dans un délai de 3 mois, du calage hydraulique de la sur-verse implantée sur l'ouvrage de régulation (pluie de référence, dimensionnement, débit de fuite, niveau de déclenchement) et de mettre en œuvre toute mesure garantissant que les eaux pluviales rejetées auront fait l'objet d'un traitement préalable par le séparateur à hydrocarbures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 11 : Valeurs limites de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets

#### **Prescription contrôlée :**

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

#### **Constats :**

Les rejets aqueux ont lieu dans un fossé après passage dans un séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant a remis à l'inspection le rapport d'analyse du laboratoire INOVALYS n° D251111993 édité le 15/12/2025 pour des prélèvements sur les rejets aqueux effectués en date du 19/11/2025.

L'exploitant nous précise que le prélèvement est réalisé par un technicien du laboratoire.

L'inspection constate, à la lecture du document remis, que conformément aux dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012, l'ensemble des paramètres réglementaires fait

l'objet d'analyses et que les concentrations mesurées respectent les seuils réglementaires en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Autre, registre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I. Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition ;</li> <li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li> <li>- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- l'identité du transporteur ;</li> <li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour le registre des déchets sous format électronique.</p> <p>Il remet à l'inspection une extraction du registre déchets dangereux et déchets non dangereux pour la période allant du 01/01/25 au 31/12/25.</p> <p>Le registre contient l'ensemble des informations réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Surveillance des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41
-------------------------------------------------------------------------------



<b>Thème(s) : Risques chroniques, bruit</b>		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>I. Valeurs limites de bruit.</b> Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		
<b>Constats :</b>		
L'exploitant remet à l'inspection le rapport de mesure de bruit réalisé par la société SOCOTEC le 05/06/23 ( rapport n° E14Q3/23/1063).  La campagne de mesures a été réalisée en période diurne, en trois points situés en limite de propriété (Nord-Ouest, Sud-Ouest et Est). L'inspection relève que le site est implanté au sein d'une zone d'activités industrielles et qu'il est ceinturé, sur sa partie Nord, par le dôme d'une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND). La première habitation est située à une distance supérieure à 300 mètres à vol d'oiseau. Le rapport de mesure conclut que le niveau acoustique du site respecte les limites réglementaires en période diurne d'activités.  Au regard de la nature de l'activité et de l'implantation du site, l'exploitant demande à l'inspection à bénéficier d'un allègement de la fréquence des contrôles acoustiques à laquelle il est soumis. <b>L'inspection invite l'exploitant à lui transmettre une demande justifiée d'aménagement aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du 26 mars 2012.</b>		
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>		